

**Art. 8.** Les votes ont lieu à la majorité des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président ou du vice-président s'il préside est prépondérante.

**Art. 9.** Le Ministre de la Justice détache au moins deux fonctionnaires auprès du Conseil afin d'en assurer le secrétariat. Ils sont de rôle linguistique différent et titulaires d'un grade classé au moins au rang 22.

**Art. 10.** Le Conseil peut entendre des experts non-membres et recueillir toute information relative à l'objet de ses travaux.

**Art. 11.** Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Ministre de la Justice.

**Art. 12.** Le Conseil peut constituer des sous-comités suivant les modalités qui sont arrêtées dans son règlement d'ordre intérieur.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 14.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,

Ph. MOUREAUX

F. 81 — 1353

28 JUILLET 1981. — Arrêté royal  
relatif à la Commission consultative des étrangers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment les articles 32 à 39;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** La Commission consultative des étrangers a son siège au lieu désigné par le Ministre de la Justice.

**Art. 2.** La présentation des personnes visées à l'article 33, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 est faite au Ministre de la Justice par les œuvres d'assistance, groupements, mouvements ou organisations s'occupant de la défense des intérêts des étrangers, au moyen d'une liste double d'un membre effectif et de deux membres suppléants. Chaque présentation mentionne si le candidat connaît le français ou le néerlandais.

**Art. 3.** La commission se réunit à l'initiative du président qui fixe la date, l'heure et l'ordre du jour des séances.

**Art. 4.** Le Ministre de la Justice informe le Ministre des Affaires étrangères ou l'autorité internationale à laquelle ce dernier a délégué sa compétence en matière de protection des réfugiés de toute mesure de renvoi ou d'expulsion envisagée contre un réfugié reconnu.

Le Ministre des Affaires étrangères ou l'autorité internationale peut adresser au président de la Commission un mémoire en faveur du réfugié.

**Art. 5.** L'étranger dont le cas est soumis à l'avis de la Commission consultative des étrangers est invité à faire connaître, par écrit, dans les quinze jours :

1° le nom de la personne qu'il choisit sur la liste des personnes s'occupant de la défense des intérêts des étrangers;

2° le nom de l'avocat par lequel il désire être assisté ou représenté;

**Art. 8.** De stemming geschiedt bij meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter of van de ondervoorzitter indien hij als voorzitter optreedt.

**Art. 9.** De Minister van Justitie detachteert minstens twee ambtenaren bij de Raad om het secretariaat ervan te verzekeren. Zij zijn van een verschillende taalrol en titularis van een graad die ten minste in rang 22 is ingedeeld.

**Art. 10.** De Raad kan deskundigen raadplegen die geen lid zijn en elke informatie inwinnen betreffende het voorwerp van zijn werkzaamheden.

**Art. 11.** De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister van Justitie.

**Art. 12.** De Raad kan subcomités vormen volgens de regels die in zijn huishoudelijk reglement worden vastgesteld.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 14.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,

Ph. MOUREAUX

N. 81 — 1353

28 JULI 1981. — Koninklijk besluit  
betreffende de Commissie van advies voor vreemdelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op de artikelen 32 tot 39;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De Commissie van advies voor vreemdelingen heeft haar zetel ter plaatse aangewezen door de Minister van Justitie.

**Art. 2.** De personen bedoeld in artikel 33, eerste lid, 3°, van de wet van 15 december 1980 worden aan de Minister van Justitie voorgedragen door de instellingen voor bijstand, de groeperingen, bewegingen of organisaties die de belangen van de vreemdelingen verdedigen, op twee lijsten met telkens een werkend lid en twee plaatsvervangers. Elke voordracht vermeldt of de kandidaat Nederlands of Frans kent.

**Art. 3.** De Commissie vergadert na bijeenroeping door de voorzitter, die de datum, het uur en de dagorde van de zittingen vaststelt.

**Art. 4.** De Minister van Justitie geeft de Minister van Buitenlandse Zaken of de internationale autoriteit aan dewelke deze laatste zijn bevoegdheid inzake bescherming van de vluchtelingen heeft overgedragen, kennis van elke maatregel tot terugwijzing of tot uitzetting die tegen een erkende vluchteling wordt overwogen.

De Minister van Buitenlandse Zaken of de internationale autoriteit kan bij de voorzitter van de Commissie een memorie ten gunste van de vluchteling indienen.

**Art. 5.** De vreemdeling wiens geval voor advies aan de Commissie van advies voor vreemdelingen wordt voorgelegd, wordt verzocht, binnen vijftien dagen schriftelijk kennis te geven van :

1° de naam van de persoon die hij kiest op de lijst van personen die de belangen van de vreemdelingen behartigen;

2° de naam van de advocaat door wie hij wenst te worden bijgestaan of vertegenwoordigd;

3° s'il choisit le français ou le néerlandais comme langue de la procédure;

4° s'il ne comprend aucune de ces langues, la langue dans laquelle il désire être entendu et, éventuellement, le nom de l'interprète assermenté qu'il choisit.

**Art. 6.** Un mois au moins avant le jour de l'audience, l'étranger est invité à comparaître devant la Commission.

Son conseil en est avisé.

L'invitation à comparaître est adressée à l'intéressé par l'intermédiaire, soit de l'administration communale de sa résidence en Belgique ou le cas échéant du directeur de l'établissement où il est détenu, soit du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger.

Si sans motif reconnu valable par la commission, l'étranger ou son conseil ne comparaît pas, la commission émet un avis en leur absence.

**Art. 7.** Les éléments invoqués par le Ministre de la Justice pour justifier les mesures de renvoi ou d'expulsion sur base de la loi du 15 décembre 1980 ainsi que tous les éléments de nature à éclairer la commission sur la personnalité de l'étranger et sa situation familiale et professionnelle, sont consignés dans une note communiquée à l'étranger et à son conseil huit jours ouvrables au moins avant la date de l'audience et jointe au dossier.

Si l'avis de la commission est demandé à la suite d'une demande en révision, cette note relate les éléments ayant justifié la décision administrative attaquée, les arguments invoqués par l'étranger à l'appui de sa demande et tous les éléments de nature à permettre à la commission de statuer en connaissance de cause.

**Art. 8.** Les avis de la commission sont motivés. Ils sont signés par le président et par le secrétaire

**Art. 9.** L'avis de la commission est porté dans les quinze jours ouvrables à la connaissance du Ministre de la Justice.

Il est notifié dans le même délai à l'étranger, qui en reçoit copie de la manière prévue à l'article 6.

Une copie de cet avis est également adressée, dans les quinze jours ouvrables, à l'avocat par le secrétariat de la commission.

**Art. 10.** Le secrétariat de la commission est assuré par deux secrétaires nommés par le Ministre de la Justice parmi les fonctionnaires non affectés à l'Administration de la Sécurité publique. Ils sont de régimes linguistiques différents et titulaires d'un grade classé au moins au rang 22.

Le secrétaire rédige les procès-verbaux.

Chaque secrétaire est assisté par un secrétaire adjoint qui satisfait aux mêmes conditions de nomination. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire, le secrétaire adjoint remplit ses fonctions.

L'administrateur de la Sécurité publique met à la disposition de la commission le personnel d'exécution nécessaire au bon fonctionnement du secrétariat.

**Art. 11.** L'arrêté royal du 22 décembre 1969 déterminant la procédure et le fonctionnement de la commission consultative des étrangers est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juillet 1981.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
Ph. MOUREAUX

3° de taal, Nederlands of Frans, welke hij voor de rechtspleging kiest;

4° wanneer hij geen van die talen verstaat, de taal waarin hij wenst te worden gehoord en, eventueel, de naam van de beëdigde tolk die hij kiest.

**Art. 6.** Ten minste een maand voor de dag van de zitting wordt de vreemdeling uitgenodigd voor de Commissie te verschijnen.

Zijn raadsman wordt daarvan bericht gegeven.

De uitnodiging om te verschijnen wordt aan de betrokkene gezonden door toedoen hetzij van het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats in België of, in voorkomend geval, van de directeur van de inrichting waar hij gedetineerd is, hetzij van de Belgische diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor zijn verblijfplaats of zijn plaats van ophoud in het buitenland.

Indien de vreemdeling of zijn raadsman niet verschijnt zonder door de Commissie als geldig erkende reden, brengt de Commissie advies uit in hun afwezigheid.

**Art. 7.** De gegevens die de Minister van Justitie aanvoert tot staving van de terugwijzings- of uitzettingsmaatregel op grond van de wet van 15 december 1980, alsmede de gegevens die van aard zijn de Commissie in te lichten nopens de persoonlijkheid van de vreemdeling en zijn gezins- en beroepstoestand, worden opgetekend in een nota die aan de vreemdeling en aan zijn raadsman ten minste acht werkdagen voor de dag van de zitting wordt medegedeeld en bij het dossier wordt gevoegd.

Indien het advies van de Commissie gevraagd wordt ten gevolge van een verzoek tot herziening, vermeldt die nota de gegevens die de aangevochten administratieve beslissing gerechtvaardigd hebben, de door de vreemdeling aangevoerde argumenten tot staving van zijn verzoek en alle gegevens aan de hand waarvan de Commissie met kennis van zaken uitspraak kan doen.

**Art. 8.** De adviezen van de Commissie worden met redenen omkleed. Zij worden door de voorzitter en door de secretaris getekend.

**Art. 9.** Het advies van de Commissie wordt binnen vijftien werkdagen ter kennis gebracht van de Minister van Justitie.

Binnen dezelfde termijn wordt ervan kennis gegeven aan de vreemdeling die een afschrift ontvangt op de wijze bepaald in artikel 6.

Een afschrift van het advies wordt eveneens, binnen vijftien werkdagen, door het secretariaat van de Commissie, toegezonden aan de advocaat.

**Art. 10.** Het secretariaat van de Commissie wordt verzekerd door twee secretarissen, benoemd door de Minister van Justitie onder de ambtenaren die niet behoren tot het Bestuur van de Openbare Veiligheid. Zij behoren tot een verschillend taalstelsel en bekleden een graad die ten minste in rang 22 is ingedeeld.

De secretaris stelt de processen-verbaal op.

Elke secretaris wordt bijgestaan door een adjunct-secretaris die aan dezelfde benoemingsvoorwaarden voldoet. Bij afwezigheid of verhindering van de secretaris neemt de adjunct-secretaris diens ambt waar.

De administrateur van de Openbare Veiligheid stelt het uitvoeringspersoneel dat nodig is voor de goede werking van het secretariaat, ter beschikking van de Commissie.

**Art. 11.** Het koninklijk besluit van 22 december 1969 tot regeling van de rechtspleging voor en de werkwijze van de Raadgevende Commissie voor vreemdelingen wordt opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 13.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 juli 1981.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
Ph. MOUREAUX